

motions en vue de faire la lumière sur toute l'affaire et de réhabiliter la réputation des chasseurs de phoques de l'Atlantique? La réputation du Canada à l'étranger a souffert des faux rapports diffusés sur nos méthodes de chasse au phoque.

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, je vais réfléchir à la demande du député.

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Une autre question complémentaire, monsieur l'Orateur. Quand la loi canadienne sur la mer territoriale et les zones de pêche, décrétée en 1964, sera-t-elle mise en application et nous donnera-t-elle légalement la haute main sur toutes les opérations de pêche dans le golfe Saint-Laurent, ainsi que sur ceux qui filment la chasse au phoque et diffusent les films?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, c'est au secrétaire d'État aux affaires extérieures que cette question aurait dû être posée.

M. McGrath: Encore une question complémentaire, monsieur l'Orateur. La chasse au phoque étant un sujet des plus importants, le ministre accepterait-il de faire une déclaration à l'appel des motions demain ou au plus tôt, et de déposer le document dont j'ai parlé?

L'hon. M. Davis: Monsieur l'Orateur, je préfère lire au préalable ce document.

LA CONSOMMATION

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—L'AUGMENTATION DES PRIX DU CONTRE-PLAQUÉ ET DU BOIS DE CHARPENTE

M. Barry Mather (Surrey): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Pêcheries et des Forêts. A-t-on étudié les instances des travailleurs du bois de la Colombie-Britannique? Ils ont demandé au gouvernement fédéral d'intervenir dans la question de la hausse excessive des prix du contre-plaqué et du bois de charpente utilisés en Colombie-Britannique pour la construction de maisons.

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêcheries): Monsieur l'Orateur, j'étudie la question avec mon voisin, le ministre de la Consommation et des Corporations.

[Français]

LE PILOTAGE

L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

M. Léonel Beaudoin (Richmond): Je désire poser une question à l'honorable ministre des Transports.

[M. Lundrigan.]

Est-il en mesure de nous dire si un comité chargé d'étudier la possibilité d'appliquer les nombreuses recommandations contenues dans le rapport de la Commission royale d'enquête sur le pilotage sera institué? Dans la négative, de quelle façon précise le gouvernement ou le ministère des Transports veilleront-ils à mettre en vigueur les mesures proposées par cette Commission?

[Traduction]

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami sait que la mesure provisoire a été présentée à la Chambre pour régler la situation immédiate. Une mesure plus permanente devrait suivre et être présentée au Parlement dans un ou deux ans ou dès que possible sur toutes les questions qui font l'objet du rapport de la Commission royale d'enquête sur le pilotage.

LA NAVIGATION

LA DIMINUTION DES SERVICES MARITIMES PAR SUITE DU RETRAIT DE L'APPUI DE L'ÉTAT

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire porte sur la diminution des services maritimes par suite du retrait de l'appui du gouvernement.

M. l'Orateur: A l'ordre. La question supplémentaire du député ne me semble pas appropriée.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, pourrais-je la formuler autrement?

M. l'Orateur: Si le député regarde autour de lui, il constatera que d'autres députés attendent pour poser des questions. Toutefois, je permettrai sa question supplémentaire si elle est légitime.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, avant de mettre fin à l'aide du gouvernement à la navigation, le ministre consultera-t-il le ministre comptable de l'Expansion économique régionale afin de pouvoir considérer la situation dans son ensemble?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Si le député veut bien m'écrire une lettre me donnant des précisions sur l'aide à laquelle il fait allusion, je m'engage à en discuter avec le ministre comptable de l'Expansion économique régionale.

Une voix: Vous ne recevrez jamais une telle lettre.